23 novembre 1997, Royaume-Uni

Allocution devant la Chambre de commerce Canada – Royaume-Uni

Monsieur le président, distingués invités, mesdames et messieurs de la Chambre de commerce Canada-Royaume-Uni, Comme vous le savez, je suis venu en Grande-Bretagne pour participer à la Réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth. Il s'agit de ma première occasion de séjourner au Royaume-Uni depuis les élections tenues le printemps dernier au Canada. Donc, je ne suis pas seulement heureux d'être ici, je suis chanceux d'être ici.

C'est toujours avec plaisir que je viens à Londres. Peu d'endroits dans le monde recèlent autant d'histoire et de modernité. Conjugués l'un à l'autre, ces deux attributs donnent à Londres son cachet particulier. Un cachet qu'on ne peut apprécier pleinement que si on fait de nombreux séjours chez vous. Et je dois dire que j'ai eu cette chance. Je me réjouis également de me trouver à Londres parce qu'en ma qualité de Canadien, je sais que j'y suis en compagnie de vieux amis qui me sont chers. Cette année, le Canada et la Grande-Bretagne ont célébré des relations qui datent de 500 ans en commémorant le voyage de John Cabot de Bristol à Terre-Neuve à bord de son navire, The Matthew.

Depuis cette époque, une histoire et des valeurs communes ont fait du Canada et du Royaume-Uni de vigoureux alliés et des partenaires proches l'un de l'autre. Nous avons grandi ensemble. Travaillé ensemble. Et, lorsque la liberté et l'humanité l'ont exigé au cours de ce siècle, nous avons combattu ensemble et nous avons fait le sacrifice de nos vies ensemble. Peu de pays jouissent de contacts aussi faciles que les nôtres : dans tous les domaines, des pouvoirs publics aux milieux d'affaires, des arts aux millions de liens personnels d'amitié et familiaux qui nous relie de part et d'autre de l'Atlantique.

Nos valeurs communes sont sans équivoques, comme en font foi certains des grands enjeux contemporains. Nous bénéficions de l'appui dynamique et des encouragements du gouvernement du premier ministre Blair en faveur du traité d'Ottawa portant l'interdiction des mines antipersonnel. Des pays de tous les coins du monde signeront ce traité historique dans notre capitale nationale dans deux mois à peine. Permettez- moi de vous dire que lorsque nous avons entamé ce processus en 1994, nous avons souvent éprouvé solitude et frustration.

Je veux rendre hommage à la mémoire de la Princesse de Galles, qui a beaucoup fait en vue de mobiliser l'opinion publique dans notre pays et bien d'autres, pour favoriser l'interdiction de ces armes terribles. La décision de votre nouveau gouvernement d'appuyer cette démarche contribuera à faire de ce traité une réalité. Je me réjouis à la perspective d'œuvrer en liaison étroite avec le premier ministre Blair afin que le traité entre en vigueur dans les meilleurs délais et dans le but d'inciter d'autres pays à y adhérer.

Nos valeurs communes sont également en évidence par le soutien que le Canada accorde avec fermeté et constance en vue un règlement durable de la question de l'Irlande du Nord. Nous sommes également fiers de prêter les services d'un de nos plus éminents citoyens, John de Chastelain, à la commission de démilitarisation. Ces liens complexes et durables qui unissent nos pays existent dans un monde en constante et rapide mutation. Nous faisons

maintenant partie d'un village planétaire et d'une économie mondiale. D'une nouvelle économie, dans laquelle le savoir et l'innovation sont les clés de la prospérité. Un nouveau monde sur lequel s'ouvrent nos deux pays. Pas dans la crainte et la trépidation, mais avec dynamisme, ouverture et enthousiasme. En retroussant nos manches à la recherche de nouvelles occasions et de nouveaux partenariats.

Parallèlement, nous voulons prendre appui sur les partenariats qui existent déjà. Pour le Canada, le lien transatlantique avec le Royaume-Uni et avec l'Europe ne constitue pas un vestige de notre histoire; il constitue une clé de notre avenir. Nous considérons également que nos deux pays défendent la même cause pour ce qui est de la promotion de la libéralisation du commerce et de l'investissement. Le premier ministre Blair et moi-même avons convenu de faire figurer dans notre déclaration une étude conjointe des obstacles au commerce. Nous nous sommes également entendus sur la promotion de nouveaux liens entre nos deux pays en matière d'échanges commerciaux et d'investissement.

L'investissement est profitable à son bénéficiaire autant qu'à l'investisseur lui-même. Le premier ministre Blair et moi-même avons convenu, aussi, que des fonctionnaires britanniques et canadiennes s'emploieraient à réunir d'éventuels partenaires au sein d'alliances commerciales, particulièrement de petites et moyennes entreprises qui manquent peut-être des ressources leur permettant de trouver des partenaires. Dans l'optique de la mise en valeur des nouvelles possibilités commerciales qui se présentent au sein de l'Union européenne, nous avons en outre signé un Plan d'action Canada-Union européenne. Le Canada cherche par ailleurs à établir de nouveaux courants d'échanges commerciaux au-delà de l'Union européenne. Nous sommes sur le point de signer des accords de coopération commerciale et économique avec la Norvège et la Suisse.

De fait, nous souhaiterions la conclusion d'un accord de libre-échange entre le Canada et la Zone européenne de libre-échange. Et, nous nous tournons davantage vers les économies de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est. Mon envolée vers Londres, hier, mettait fin à un voyage de cinq jours en Russie. Le commerce est le moteur de l'économie canadienne. Nous exportons davantage, en proportion de notre population, que tout autre pays industrialisé. Nous avons fait de l'ALENA une réussite pour le Canada. Nous sommes des chefs de file en matière de création de zones de libre-échange des Amériques, du Nord, du Sud et latine, ainsi que dans la région d'Asie-Pacifique.

La libéralisation des échanges, partout dans le monde, est la clé d'une croissance économique soutenue, ainsi que des emplois et des occasions qui l'accompagnent. C'est la raison pour laquelle j'ai proposé, dans une allocution devant le Sénat français, que les pays de l'ALENA et de l'Union européenne s'associent dans la création d'une zone de libre-échange transatlantique. C'est un objectif que je continuerai de défendre. Cela va dans le sens de l'économie et de la prospérité de nos pays. Il s'agirait d'une étape audacieuse. Mais le Canada est prêt à faire preuve d'audace. Quand on pense au chemin parcouru au cours des quatre dernières années, nous sommes prêts à nous ouvrir sur le monde.

Il y a quatre ans, le Canada était au bord de la catastrophe économique. Nos finances publiques se trouvaient dans un état lamentable. On nous décrivait comme un candidat à l'admission dans le tiers monde. Le monde avait perdu confiance en notre économie et

en notre avenir. Les Canadiens eux-mêmes avaient perdu confiance en leurs moyens et en leur avenir.

En ce moment même, il est manifeste que nous avons franchi une étape historique. Un nouvel optimisme commence à se manifester d'un bout à l'autre de notre pays. Comment y sommes-nous arrivés? Comment avons-nous procédé? Certains ont fait état du « miracle canadien ». Or, mesdames et messieurs, il ne s'est pas produit de miracle. Ce qu'il a fallu, c'est beaucoup d'ardeur au travail, des décisions énergiques, un plan et une concentration totale sur le rétablissement des éléments économiques fondamentaux. Il a fallu une approche moderne en matière de rôle du gouvernement.

Lorsque j'ai accédé au poste de premier ministre du Canada, en 1993, le déficit du gouvernement fédéral représentait environ 6 % de notre produit intérieur brut, c'est-à-dire un montant de 42 000 000 000 \$. La semaine dernière, notre ministre des Finances a annoncé que le déficit de l'année financière qui vient de se terminer (1996-1997) dépassait tout juste 1 % de notre PIB, c'est-à-dire 8 900 000 000 \$. Nous sommes en voie de l'éliminer complètement au plus tard à la fin de l'exercice 1998-1999, et d'atteindre l'équilibre budgétaire pour la première fois depuis trois décennies.

C'est maintenant le Canada qui jouit de la meilleure situation budgétaire parmi les pays membres du G-7. Nous mesurons notre déficit en respectant les principes de comptabilité les plus rigoureux. La plupart des pays, y compris le Royaume-Uni, la France et les États-Unis, utilisent une mesure différente établie à partir des besoins d'emprunt. Selon ce critère, nous affichons un excédent budgétaire pour 1996-1997; et nous sommes le seul pays du G-7 qui y soit parvenu.

Concrètement, cela veut dire que pour la première fois en 27 ans, le gouvernement du Canada ne se voyait pas dans l'obligation d'emprunter encore plus pour financer ses programmes ou des frais d'intérêts. Cette année, nous avons commencé à rembourser notre dette négociable. Nous sommes fiers de l'action que nous avons menée pour remettre de l'ordre dans nos finances publiques. Nous n'aurions pu le faire sans l'appui de nos concitoyens et les sacrifices qu'ils ont consentis.

Cela dit, le travail n'est pas terminé. Il nous faut demeurer vigilants. Nous ne devons jamais permettre que notre pays se retrouve encore une fois embourbé dans les difficultés budgétaires qu'il connaissait il y a quatre années à peine. C'est le genre d'engagement que veulent les Canadiens. Et c'est l'engagement que le Canada leur a donné. Les Canadiennes et les Canadiens bénéficient maintenant des avantages de cet assainissement des finances publiques. Nous pouvons désormais investir dans les secteurs qui renforceront notre pays au XXI^e siècle. Et l'abaissement de notre déficit a déclenché une baisse des taux d'intérêt, qui, à son tour, a consolidé la croissance économique et stimulé la création d'emplois.

Nos taux d'intérêt se situent maintenant à leur plus bas niveau soutenu depuis des dizaines d'années. La confiance des consommateurs est à son plus haut niveau en plus de huit ans. Celle des entreprises atteint un niveau record. L'investissement des entreprises a connu une forte poussée. Au cours du second trimestre de 1997, l'économie a progressé à un rythme annuel avoisinant les 5 %. De ce fait, le rythme de la création d'emplois s'accélère rapidement. Depuis le début de l'année en cours, il s'est créé 279 000 emplois, presque tous

dans le secteur privé. J'ajoute que cette tendance s'est manifestée dans toutes les régions du pays.

Si nous nous tournons vers l'avenir, les économistes prévoient maintenant qu'au cours des deux prochaines années le Canada enregistrera la croissance la plus forte parmi tous les pays du G7. Plus forte que celle du Japon. Plus forte que celle de l'Allemagne. Plus forte que celle des États-Unis. Le redressement de notre économie a également retenu l'attention des organisations internationales qui se donnent pour tâche de classer les économies nationales. Le Forum économique mondial place maintenant le Canada parmi les cinq pays les plus compétitifs du monde. Le magazine The Economist classe le Canada au troisième rang parmi près de 60 pays pour ce qui est du climat d'affaires que laissent entrevoir les cinq prochaines années.

Il y a tout juste deux semaines, la maison de conseil en gestion KPMG a publié une importante étude. Elle y comparait le coût de l'activité commerciale au Canada, aux États-Unis et dans cinq pays d'Europe, dont la Grande-Bretagne. Dans l'ensemble, elle a estimé que c'était au Canada que ce coût était le moins élevé. En outre, le coût de l'activité commerciale dans notre pays est inférieur de 5 p. 100 à celui des États-Unis pour les 8 secteurs de fabrication faisant l'objet de la comparaison.

Cette même étude donnait également la liste des 20 meilleures villes où faire des affaires. Dix-sept d'entre elles étaient des villes canadiennes. En bref, mesdames et messieurs, le Canada n'a jamais été aussi prêt à faire des affaires, avec le Royaume-Uni et avec le reste du monde. Les relations commerciales entre le Canada et le Royaume-Uni sont, à tout point de vue, les plus importantes du Canada en Europe et elles ne sont devancées que par nos rapports commerciaux avec les États-Unis. Nos échanges bilatéraux de biens et de services ont dépassé le seuil des 15 000 000 000 \$ en 1996. De plus, nous avons investi plus de 30 000 000 000 \$ dans l'économie de l'un et de l'autre pays.

Près de 5 000 entreprises étrangères ont des investissements au Canada : 650 d'entre elles viennent du Royaume-Uni. Nous ne voulons pas donner l'impression d'être cupides, mais nous en voulons encore plus. Le Canada a besoin d'un plus fort volume de compétences, de technologies et d'investissement pour préserver sa prospérité. Nous invitons de nouvelles entreprises du Royaume-Uni à emboîter le pas à celles qui ont déjà choisi le Canada. Nous vous invitons à vous installer chez nous et à profiter avec nous des possibilités et du rendement qu'offre notre pays.

Mesdames et messieurs, je termine mon allocution en lançant un défi à la Chambre de commerce Canada-Royaume-Uni. Les gouvernements ont un pouvoir limité lorsqu'il s'agit d'encourager le commerce et l'investissement. Le premier ministre Blair et moi-même avons démontré notre détermination au moyen de notre déclaration conjointe. Notre gouvernement, pour sa part, fait tout ce qui est possible pour faire du Canada un pays attrayant pour le commerce et pour l'investissement.

Je vous mets au défi de discuter de ce que la Grande-Bretagne a à offrir au Canada et de ce que le Canada a à offrir à la Grande-Bretagne. Mes collègues vont faire des séjours plus fréquents ici au fur et à mesure que nous réaliserons le programme de travail de la Déclaration conjointe. S'ils peuvent contribuer à la diffusion des bonnes nouvelles à propos

du Canada, n'hésitez pas à les inviter à vos déjeuners. Ce sont des vendeurs très persuasifs. Je vous encourage aussi à me soumettre vos façons de voir en ce qui concerne les mesures supplémentaires que les gouvernements canadien et britannique peuvent prendre pour accroître les relations commerciales entre nos deux pays et, conjointement, sur les marchés mondiaux. Je crois comprendre que les bureaux de la Chambre de commerce Canada-Royaume-Uni sont situés dans le même édifice que notre haut-commissariat. Cela devrait faciliter grandement l'action de notre Équipe Canada.

Vous pourriez également prendre une décision toute simple qui pourrait avoir des incidences importantes sur les relations entre nos deux pays. Embauche un jeune Canadien à titre de stagiaire. Bon nombre de nos jeunes souhaitent vivement connaître le fonctionnement des domaines du commerce et de l'investissement à l'échelle internationale. Nombreux sont ceux qui s'empresseraient de saisir l'occasion de recevoir une formation sur le tas en Grande-Bretagne.

Ils insuffleraient beaucoup d'énergie et d'ambition à vos entreprises. En outre, du même coup, vous obtiendriez des renseignements supplémentaires sur les possibilités qu'offre le Canada. Je vous invite tous à communiquer avec mon ami Roy MacLaren, au haut-commissariat du Canada. Il se fera un plaisir de vous aider. Mesdames et messieurs, les liens qui se sont forgés depuis 500 ans sont forts et profonds à l'aube du nouveau millénaire. On ne parle plus ni du nouveau monde ni de l'ancien. Ni des colonies ni de l'empire, Mais bel et bien de partenaires qui partagent des valeurs communes et leur vision du monde.

Ces liens sont aussi captivants que les talents canadiens qui dominent au chapitre des Prix Booker. Ils sont aussi visibles que la maison du Canada à Trafalgar Square qui réouvrira ses portes en mai. Nos rapports sont tout aussi tributaires d'un avenir qui se veut rempli d'espoirs et de rêves communs pour nos populations, pour l'humanité tout entière, que de leur passé. Nous avons parcouru beaucoup de chemin ensemble. Et j'ai la conviction que le meilleur est encore à venir.